

Burkina Faso –Liste de Surveillance de Catégorie 2

Le Burkina Faso est un pays pourvoyeur, de transit et de destination des femmes et des enfants victimes de travail forcé et de trafic sexuel. Des enfants burkinabè sont soumis à des travaux forcés en tant que ouvriers agricoles, orpailleurs (laveurs et chercheurs d'or), vendeurs ambulants, domestiques et mendiants recrutés comme élèves par des maîtres coraniques sans scrupule. Les filles sont exploitées comme travailleuses du sexe. Des enfants Burkinabè sont transportés en Côte d'Ivoire, au Mali et au Niger pour y être contraints au travail forcé ou au trafic sexuel. Dans une moindre mesure, les trafiquants recrutent des femmes pour des emplois supposés légitimes au Liban, au Qatar, en Arabie saoudite et dans différents pays d'Europe, pour ensuite les forcer à la prostitution. Le Burkina Faso est un pays de transit pour les trafiquants transportant des enfants du Mali vers la Côte d'Ivoire et est une destination pour les enfants victimes de trafic venant d'autres pays de la région, y compris du Ghana, de la Guinée, du Mali et du Nigeria. Des femmes venant d'autres pays d'Afrique de l'Ouest sont recrutées frauduleusement pour des emplois au Burkina Faso et sont ensuite forcées de se prostituer, à travailler dans des restaurants ou comme domestiques chez des particuliers. En 2014, deux femmes tibétaines ont été forcées par des trafiquants népalais à se prostituer au Burkina Faso.

Le gouvernement du Burkina Faso ne se conforme pas entièrement aux normes minimum pour l'éradication de la traite des personnes; néanmoins il fait des efforts significatifs dans ce sens. En novembre 2014, un gouvernement de transition a été formé suite à la démission de l'ancien Président et à la dissolution du gouvernement. Le gouvernement a continué d'identifier et d'offrir des services à un grand nombre d'enfants victimes de trafic, ainsi qu'à des femmes nigérianes forcées de se prostituer. Le gouvernement a continué également d'organiser des formations sur la lutte contre la traite des personnes et à initier plusieurs actions nationales de sensibilisation sur le sujet dans tout le pays. Malgré ces mesures, le gouvernement n'a pas démontré d'une manière générale que des efforts accrus ont été faits dans la lutte contre la traite des personnes comparativement à la période couverte par le rapport précédent ; par conséquent, le Burkina Faso est placé sur la Liste de Surveillance de Catégorie 2. Le gouvernement a fait cas de deux poursuites mais n'a rapporté aucun cas de condamnation au cours de la période couverte par le rapport – ce qui constitue une baisse significative par rapport aux 22 poursuites et aux 18 condamnations rapportées l'année précédente. En plus, le comité national chargé de la lutte contre la traite des personnes ne s'est pas réuni,

et le gouvernement n'a pas pris des mesures à l'encontre des maîtres coraniques peu scrupuleux qui soumettent les enfants à la mendicité forcée.

RECOMMANDATIONS POUR LE BURKINA FASO:

Intensifier les efforts pour traquer et condamner les auteurs de trafics et appliquer des sanctions appropriées, comme le prescrit la loi de mai 2008 contre la traite des personnes; renforcer le système de collecte de données sur les mesures répressives contre la traite des êtres humains et sur l'identification des victimes et s'assurer que les autorités responsables de la collecte des données disposent de moyens adéquats pour accéder aux informations et les compiler ; continuer à former les forces de l'ordre à l'identification des victimes de traite des personnes parmi les populations vulnérables, telles que les femmes prostituées et les enfants travaillant dans l'agriculture ou dans les mines, et les orienter vers les services de protection ; renforcer les efforts pour identifier les trafiquants qui se font passer pour des maîtres coraniques et intenter des poursuites pénales contre de tels individus ; améliorer la coordination entre les comités nationaux et régionaux de lutte contre la traite des personnes, y compris en augmentant les financements des structures régionales ; et ceci, tout en continuant à financer les centres de transit et les programmes de formation professionnelle, développer un mécanisme formel d'orientation pour offrir aux victimes des soins sur le long terme, en coordination avec des ONG.

POURSUITES

Le gouvernement a réduit les mesures répressives. La loi nationale de mai 2008 sur la lutte contre la traite des personnes interdit toute forme de traite et prescrit des peines maximales de 10 ans d'emprisonnement; ces peines sont suffisamment sévères et comparables à celle prévues dans d'autres cas d'infractions graves, telles que le viol. En avril 2014, le gouvernement a adopté la loi n ° 11-2014 / AN, qui punit la vente, la prostitution d'enfants et la pornographie mettant en scène des enfants et prévoit une peine d'emprisonnement de cinq à dix ans ou des amendes allant de 1.500.000 francs CFA (\$ 2.780) à 3.000.000 CFA (\$ 5.570), ou les deux. Une disposition permettant aux contrevenants de payer une amende au lieu de purger une peine de prison est disproportionnée par rapport à la gravité de l'infraction pénale et insuffisante comme moyen potentiel de dissuasion. En janvier 2015, le gouvernement a arrêté une femme Burkinabè qui aurait soumis plus de 30 femmes à la traite au Liban, au Qatar et en Arabie Saoudite; l'enquête était toujours en cours à la fin de la période couverte par le rapport. Le gouvernement a fait état de deux poursuites judiciaires et d'aucune condamnation

pour la période 2014; ceci représente une baisse significative par rapport aux 22 poursuites et 18 condamnations rapportées en 2013. Il n'y a eu aucune poursuite ou condamnation pour mendicité forcée des enfants par des maîtres coraniques peu scrupuleux, malgré la prévalence de cette forme de traite dans le pays. Le gouvernement a organisé des formations sur la lutte contre la traite des personnes au profit de 200 officiers de police, travailleurs sociaux, juges, enseignants, inspecteurs du travail et leaders traditionnels et religieux. Ces formations portaient sur l'identification des victimes de traite, l'assistance aux victimes, les procédures d'enquête et les poursuites judiciaires pour commission de crime de traite des personnes. Le gouvernement n'a fait état d'aucune enquête, poursuite ou condamnation de hauts fonctionnaires impliqués dans la traite des personnes durant la période considérée ; cependant, les efforts d'application de la loi restent entravés par une corruption généralisée qui prévaut dans le système judiciaire.

PROTECTION

Le gouvernement a poursuivi ses efforts pour identifier et fournir des services de protection à un grand nombre d'enfants victimes de traite. En 2014, le Ministère de l'Action sociale a rapporté avoir identifié 280 enfants victimes de traite; 211 étant des victimes de traite interne et 69 victimes de traite transfrontalière. La majorité de ces enfants ont été interceptés durant leur transport, parfois en grand nombre dans des camions ou des bus et ont été secourus avant d'atteindre les destinations où ils devaient être soumis à l'exploitation, habituellement, dans des mines d'or ou des centres urbains, en tant que domestiques ou mendiants ; il est difficile de définir si ces enfants étaient des victimes ou des victimes potentielles de traite. Compte tenu de défis majeurs en matière de collecte de données, le gouvernement n'a pas pu spécifier le nombre d'enfants identifiés par le gouvernement et ceux identifiés par les ONG, ni le nombre d'enfants orientés vers les services de protection. Le gouvernement a également identifié deux femmes nigérianes victimes de prostitution forcée au Burkina Faso et leur a offert des services de base et collaboré avec les autorités nigérianes pour faciliter leur rapatriement en toute sécurité. On ignore les mesures prises par le gouvernement pour aider les 30 femmes victimes de travail forcé au Moyen-Orient.

En collaboration avec diverses ONG locales et organisations internationales, le gouvernement a continué de gérer vingt-trois centres de transit polyvalents qui ont offert de la nourriture, des soins médicaux et un appui-conseil aux victimes avant de les faire rejoindre leurs familles. En complément des financements d'autres donateurs, le gouvernement a alloué 6.000.000 de francs CFA (11.100 dollars US) pour soutenir des activités de protection, y compris le financement de ces centres

de transit ; ce qui représente une baisse par rapport à 2013, quand le gouvernement avait alloué l'équivalent d'environ 20.000 dollars US. Durant la période concernée, le MAS a également contribué à hauteur de 15.210.000 francs CFA (28.200 dollars US) pour offrir des bourses de formation professionnelle de neuf mois à 130 enfants vulnérables, dont certains étaient des victimes de trafic. La loi stipule que des citoyens étrangers peuvent demander l'asile s'ils craignent de subir des préjudices ou des représailles en retournant dans leur pays d'origine. Il n'y a eu aucun rapport faisant état de sanctions à l'encontre des victimes pour des actes illégaux commis par celles-ci et résultant directement du fait qu'elles aient été victimes de trafic.

PREVENTION

Le gouvernement burkinabè a maintenu des efforts modérés dans le cadre de la prévention de la traite des personnes. Le MAS a mené un certain nombre d'activités de sensibilisation au plan national, y compris des conférences, des sessions de counseling, des formations, et des forums-débats destinés au grand public. Le comité national chargé de la lutte contre la traite des personnes ne s'est pas réuni au cours de la période couverte par le rapport ; cependant, 13 structures régionales ont réuni des services de police, des travailleurs sociaux, des sociétés de transport, des ONG et d'autres groupes engagés dans la lutte contre la traite des personnes au niveau régional en vue de coordonner les activités visant à identifier et à assister les victimes et les victimes potentielles de traite, et de soutenir les efforts d'application de la loi. Les entités régionales demeurent largement sous-financées et manquent de ressources.

En réaction à des cas précédents impliquant des femmes burkinabè soumises au travail et à la prostitution forcés au Liban, le gouvernement a offert des sessions de counseling sur les risques potentiels de traite à toutes les femmes demandeuses d'un visa de travail pour le Liban. Cependant, le gouvernement n'a pas fait d'efforts perceptibles pour réduire la demande de main-d'œuvre pour le travail forcé durant la période concernée. Le gouvernement a continué à négliger la question des trafiquants qui prétendent être des maîtres coraniques et qui forcent les enfants à mendier dans les rues. En partenariat avec des donateurs étrangers, le gouvernement a formé des troupes burkinabè sur la lutte contre la traite des personnes avant de les déployer hors du pays dans le cadre de missions internationales de maintien de la paix. Le gouvernement n'a pas offert de formation ou de conseils sur la lutte contre la traite des personnes à son personnel diplomatique.